



OBSERVATOIRE
de la Turquie et de
son environnement
géopolitique

TURQUIE-AZERBAÏDJAN : CRISE DIPLOMATIQUE ENTRE ALLIÉS

Ernest Guermouh / Chargé de mission auprès du directeur, IRIS

Octobre 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Ernest Guermouh / Chargé de mission auprès du directeur,
IRIS

Ernest Guermouh est chargé de mission auprès du directeur de l'IRIS, spécialisé sur la Turquie et le Caucase. Diplômé de Sciences Po Grenoble, il est également l'auteur de *La Turquie face au dilemme du Caucase, Tchétchénie ou Russie ?* (L'Harmattan, 2025)

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS, l'Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique se propose de contribuer à une meilleure compréhension des évolutions politiques, sociales, économiques, culturelles et géopolitiques de la Turquie contemporaine.

Inscrit dans le cadre du Programme Moyen-Orient / Afrique du Nord de l'IRIS, l'Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique se veut un vecteur du nécessaire débats d'idées concernant ce pays. Soucieux de créer des synergies, l'Observatoire a d'ores et déjà acté des partenariats avec le Centre de recherche économique et social (BETAM) de l'Université de Bahçesehir d'Istanbul et avec le Club du Millénaire, association de réflexion créée à l'initiative d'étudiants d'universités françaises et étrangères.



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Une nation, deux États : c'est ainsi que les dirigeants de la Turquie et de l'Azerbaïdjan définissent traditionnellement leur relation. Il faut dire que malgré la faible longueur de leur frontière commune - à peine quelques kilomètres - les deux pays affichent une amitié ouverte, aussi bien au niveau des gouvernements que des populations. Leurs langues sont très similaires, au point d'être mutuellement intelligibles, et l'islam (majoritairement chiite en Azerbaïdjan, sunnite en Turquie) est la religion principale au sein des deux pays. Pourtant, ces derniers jours, des tensions importantes semblent avoir perturbé l'idylle géopolitique qui unissait jusqu'alors le président turc Recep Tayyip Erdoğan et son homologue azerbaïdjanais İlham Aliyev. Comment est-on arrivé à cette situation, et jusqu'où cette crise diplomatique peut-elle aller ?

UNE ALLIANCE SOLIDE DANS UNE RÉGION EN PROIE À L'INSTABILITÉ

L'Azerbaïdjan n'a jamais été durablement rattaché à l'Empire ottoman. Il a d'abord été intégré à la Perse, puis à la Russie tsariste, devenue l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Bien que brièvement indépendant entre 1918 et 1920, ce n'est qu'en 1991 qu'il s'affirme comme nation pleinement souveraine. C'est donc au moment de l'implosion de l'URSS que commence véritablement l'histoire d'amitié qui lie Bakou et Ankara. La chute du rideau de fer ouvre en effet à la Turquie la voie du Caucase et de l'Asie centrale, où elle entre en contact avec de jeunes États en quête de nouveaux partenaires et peuplés de « frères turcs »¹, dont la Russie l'aurait trop longtemps séparée. Elle est le premier État à reconnaître leur indépendance, et se rêve en leader d'un « monde turc » allant « de l'Adriatique à la Grande Muraille de Chine »². Si les perspectives panturquistes portées par Ankara au début des années 1990 sont rapidement revues à la baisse faute de moyens économiques suffisants pour contester la prééminence de Moscou - et progressivement de Pékin - dans l'espace centrasiatique, les relations avec l'Azerbaïdjan sont restées prolifiques, notamment sur le plan militaire.

Elles se cristallisent particulièrement à l'occasion du premier conflit du Haut-Karabakh (1988-1994), durant lequel Ankara fournit à Bakou une aide importante, mais insuffisante pour empêcher la victoire de l'Arménie. L'issue du deuxième conflit, en 2020, est différente. Avec l'aide des drones fournis par la Turquie, mais aussi de son appui politique et diplomatique,

¹ Ali Tüfekçi, « 35 yıllık kardeşlik hikâyesi! Azerbaycan ile neler yaptık? » [« L'histoire de 35 ans de fraternité ! Qu'avons-nous fait avec l'Azerbaïdjan ? »], *Türkiye Gazetesi*, 18 octobre 2026, <https://www.turkiyegazetesi.com.tr/dunya/35-yillik-kardeslik-hikayesi-azerbaycan-ile-neler-yaptik-1823499>.

² Tolga Bilener, « L'eurasisme turc : de l'Adriatique à la grande muraille de Chine », *Conflits*, 17 novembre 2020, <https://www.revueconflits.com/eurasisme-turc-de-ladriatique-a-la-grande-muraille-de-chine/>.

l’Azerbaïdjan renverse complètement le rapport de force. En 2023, Bakou parvient même à reconquérir la région contestée du Haut-Karabakh, forçant la population arménienne qui y vivait à l’exil.

L’alliance militaire entre la Turquie et l’Azerbaïdjan est formalisée le 15 juin 2021 à travers la déclaration de Choucha, qui instaure le principe d’une assistance militaire mutuelle. Des exercices militaires conjoints sont régulièrement organisés, parfois avec des États tiers, comme l’Ouzbékistan³. Le 30 septembre 2026, l’Azerbaïdjan et la Turquie ont signé des contrats de défense d’une valeur supérieure à 500 millions de dollars⁴ portant notamment sur la vente par la Turquie d’avions d’entraînement, de drones, de radars et d’un système de défense côtière, et l’installation d’une usine de production conjointe de systèmes de guidage laser, munition et système de défense aérienne au Nakhitchevan, exclave azerbaïdjanaise frontalière de la Turquie.

La collaboration entre les deux pays dépasse la région du Caucase. Tous deux sont membres fondateurs de l’Organisation des États turques (OET) aux côtés du Kazakhstan, du Kirghizstan et de l’Ouzbékistan, trois pays d’Asie centrale. Historiquement centrée sur les enjeux culturels et linguistiques, cette organisation développe progressivement une coopération sur d’autres enjeux, notamment l’économie, la connectivité, la sécurité et l’ordre international. Ses membres partagent notamment l’ambition de développer le « corridor du milieu », une route commerciale reliant la Chine et l’Asie du Sud-Est à l’Europe, et qui traverse l’Asie centrale, la mer Caspienne, le Caucase et la Turquie. Son principal atout réside dans le fait qu’elle évite l’Iran et la Russie, ce qui lui vaut le soutien des pays occidentaux. Son potentiel reste toutefois limité par plusieurs contraintes logistiques.

Azerbaïdjan et Turquie collaborent également au Moyen-Orient. En août 2025, la compagnie gazière nationale de l’Azerbaïdjan, State Oil Company of Azerbaijan Republic (SOCAR), a annoncé qu’elle livrerait 1,2 milliard de mètres cubes de gaz⁵ par an à la Syrie *via* la Turquie, offrant ainsi un soutien énergétique essentiel au nouveau régime d’Ahmed Al-Charaa, proche partenaire d’Ankara.

Le soutien apporté par la Turquie à l’Azerbaïdjan ne répond pas uniquement à des considérations de politique extérieure. Il s’est considérablement renforcé depuis la formation

³ « Turkish Defense Chief Attends Major Joint Military Drills in Azerbaijan », *Daily Sabah*, 1er octobre 2026, <https://www.dailysabah.com/politics/turkish-defense-chief-attends-major-joint-military-drills-in-azerbaijan/news>.

⁴ Vasif Huseynov, « Azerbaijan Expands Defense Industry with Turkish and Other Partners », *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 15 octobre 2026, <https://jamestown.org/azerbaijan-expands-defense-industry-with-turkish-and-other-partners/>.

⁵ « L’Azerbaïdjan commence à pomper du gaz naturel vers la Syrie via la Turquie », Saudi Press Agency (SPA), Kilis, 2 août 2025, <https://www.spa.gov.sa/fr/N2371873>.

en 2018 de la *Cumhur İttifakı* (Alliance populaire) entre le parti islamococonservateur de Recep Tayyip Erdoğan, l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la justice et du développement) et le parti ultranationaliste MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*, Parti d'action nationaliste). La politique étrangère d'Erdoğan a depuis pris un tournant ethnociste et s'est davantage tournée vers les « Turcs de l'étranger », qu'il s'agisse de la diaspora au sein de l'Union européenne, des minorités turcophones dans les pays voisins, ou des « États frères », au premier desquels l'Azerbaïdjan. L'existence d'une petite communauté azérie, principalement concentrée à l'Est de la Turquie, est également à prendre en compte. L'ultranationaliste Sinan Oğan, troisième homme de la présidentielle turque de 2023 avec 5,2 % des voix et fervent soutien de l'Azerbaïdjan, en est issu. La Turquie, qui importe la grande majorité des hydrocarbures qu'elle consomme, est également dépendante du gaz produit par l'Azerbaïdjan, qui est l'un de ses principaux fournisseurs aux côtés de l'Iran et de la Russie⁶. Une grande partie de ce gaz transite à travers le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum, parallèle à l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, deux artères énergétiques stratégiques de la région.

UNE CRISE DIPLOMATIQUE LIÉE A UN RÉÉQUILIBRAGE AU SEIN DU DUO

Depuis quelques semaines, pourtant, une série de tensions a émergé entre Bakou et Ankara, au point de conduire à une véritable crise diplomatique. Sa cause profonde est probablement liée à un rééquilibrage progressif au sein du duo, au profit de l'Azerbaïdjan. La victoire du pays dans la guerre du Haut-Karabakh, que la Turquie considère être également la sienne, leur a offert un ascendant inédit dans le Caucase du Sud. La Russie, brouillée avec ses voisins caucasiens et mobilisée en Ukraine, voit son influence diminuer ; l'Arménie, plus affaiblie que jamais, est forcée de se plier aux exigences de Bakou ; l'Iran, proche partenaire de l'Arménie, pâtit également de sa défaite ; la Géorgie, en froid avec l'Occident et diminuée par l'occupation russe de 20 % de son territoire, est relativement alignée stratégiquement avec Ankara et Bakou. Cette situation, proche d'un condominium turco-azéri sur le Caucase du Sud, conduit à une mise à jour des relations au sein du tandem, conduisant à un désalignement progressif de l'Azerbaïdjan avec l'agenda stratégique d'Ankara.

Le premier élément de friction concerne la normalisation avec l'Arménie. Si la Turquie a fermé sa frontière avec le pays en 1993 en soutien à son allié azerbaïdjanais, elle a depuis plusieurs

⁶ Gökçe Küçük Topbas, « Azerbaijan Tops Türkiye's June Pipeline Gas Imports », Anadolu Agency, 14 août 2026, <https://www.aa.com.tr/en/energy/general/azerbaijan-tops-turkiyes-june-pipeline-gas-imports/59033>.

fois tenté de renouer des relations diplomatiques avec Erevan, notamment en 2008 à travers une « diplomatie du football »⁷, un processus qui n'avait pas abouti en raison de pressions de la part de l'Azerbaïdjan. La fin du conflit au Haut-Karabakh a rouvert une fenêtre d'opportunité pour cette normalisation, qui s'est matérialisée par des visites d'officiels et plusieurs rencontres entre Erdoğan et le Premier ministre arménien Nikol Pashinian depuis 2022⁸. Le Premier ministre arménien s'est même rendu à Istanbul en juin 2025⁹. Des préparatifs à l'ouverture de la frontière ont été mis en œuvre, le seul obstacle demeurant l'absence de traité de paix entre Bakou et Erevan. L'intransigeance azerbaïdjanaise envers l'Arménie, longtemps encouragée par Ankara, pourrait dès lors devenir source de désagréments pour la diplomatie turque.

Les récentes tensions entre l'Azerbaïdjan et la Russie, qui ont émergé après le crash d'un avion azerbaïdjanais accidentellement touché par les systèmes de défense antiaérienne russe fin 2024, ne sont pas non plus du goût de la Turquie¹⁰, qui souhaite éviter d'être entraînée dans une escalade régionale avec Moscou.

L'Azerbaïdjan entretient également des relations nourries avec la Grèce¹¹, alors même qu'Ankara et Athènes sont en désaccord concernant le tracé de leurs frontières maritimes.

Le principal sujet de tensions porte cependant sur Israël. Bakou fournit 40 % du pétrole importé par l'État hébreu, tandis que celui-ci lui pourvoit des drones et systèmes de missiles, un appui qui fut déterminant dans la guerre du Haut-Karabakh. La Turquie, qui reconnaît Israël depuis 1949, ne lui est historiquement pas hostile, malgré des épisodes de crises récurrents. La proximité entre Bakou et Tel-Aviv n'a pas posé de problème particulier pendant des décennies : preuve en est, le pétrole vendu par l'Azerbaïdjan à Israël transite par le port turc de Ceyhan. Cette double proximité était même utile à la Turquie, puisque Bakou a plusieurs fois joué le rôle d'intermédiaire lors des épisodes de tensions entre les deux pays. Cet équilibre est cependant en passe d'être bouleversé à mesure qu'Israël s'affirme comme la principale

⁷ « La diplomatie du football rapproche la Turquie et l'Arménie », *Le Monde*, 8 septembre 2008, https://www.lemonde.fr/international/article/2008/09/08/la-diplomatie-du-football-rapproche-la-turquie-et-l-armenie_1092681_3210.html.

⁸ « Turkish, Armenian Leaders Hold First-Ever Meeting », Azatutyun (Radio Free Europe/Radio Liberty), 7 octobre 2022, <https://www.azatutyun.am/a/32068847.html>.

⁹ Premier ministre de la République d'Arménie, « Rencontre entre Nikol Pashinyan et Recep Tayyip Erdoğan à Istanbul », communiqué de presse, 20 juin 2025, <https://www.primeminister.am/fr/press-release/item/2025/06/20/Nikol-Pashinyan-Recep-Tayyip-Erdogan/>.

¹⁰ Esra Tekin, « Le président turc appelle l'Azerbaïdjan et la Russie à faire preuve de retenue face aux tensions », Anadolu Agency, 5 juillet 2025, <https://www.aa.com.tr/fr/monde/le-pr%C3%A9sident-turc-appelle-l-azerba%C3%AFdjan-et-la-russie-%C3%A0-faire-preuve-de-retenue-face-aux-tensions/3622844>.

¹¹ Hellenic Republic, Ministry of Foreign Affairs, « 6th Session of the Greece–Azerbaijan Joint Interministerial Committee on Economic, Industrial and Technological Cooperation and Greece–Azerbaijan Business Forum (Athens, 01.10.2026) », 1er octobre 2026, <https://www.mfa.gr/en/6th-session-of-the-greece-azerbaijan-joint-interministerial-committee-on-economic-industrial-and-technological-cooperation-and-greece-azerbaijan-business-forum-athens-01-10-2026/>.

menace régionale aux yeux d'Ankara depuis le 7 octobre 2023. Ankara et Tel-Aviv se font directement face en Syrie, où chacun tente d'imposer son influence - la première, par sa proximité avec le nouveau dirigeant, la seconde en attisant les tensions ethniques autour des Druzes ou en tentant d'instrumentaliser la question kurde, et en étendant son occupation territoriale autour du plateau du Golan. La rivalité s'étend progressivement à de nouvelles sphères : Méditerranée, corne de l'Afrique, Liban. Les équilibres régionaux se modifient en conséquence. La Turquie forme avec l'Arabie saoudite, le Pakistan et l'Égypte une forme de coalition d'intérêt, à la fois opposée à l'Iran et ses alliés (houthistes, Hezbollah, milices irakiennes), et à Israël. Ce dernier renforce de son côté ses liens avec les Émirats arabes unis, son principal partenaire régional, mais aussi avec des États périphériques comme l'Éthiopie, la Grèce, Chypre... et l'Azerbaïdjan.

Ce rapprochement s'est matérialisé à travers plusieurs épisodes. Le représentant azerbaïdjanais est resté dans la salle lors du discours de Benyamin Netanyahu à l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre 2026, au cours duquel le Premier ministre israélien a directement critiqué Erdoğan¹², le traitant de tyran. Il s'est ainsi distingué de nombreux diplomates, dont les représentants turcs, qui ont quitté la salle pour protester contre la politique menée par Israël à Gaza. Plus grave encore aux yeux d'Ankara : le président israélien Isaac Herzog a pu contourner l'interdiction de survol imposée par la Turquie en empruntant un avion affrété directement par l'Azerbaïdjan pour se rendre au sommet de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA) organisé à Bakou. Erdoğan a refusé de se rendre au sommet, préférant y envoyer son ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan. Ce dernier a choisi de boycotter le discours du président israélien.

Un autre élément a participé à creuser un fossé entre les deux alliés turques : la question du port du voile en Azerbaïdjan. Elle est un enjeu essentiel pour Erdoğan, qui a supprimé en 2010 son interdiction dans les universités turques. Il ne manque d'ailleurs jamais une occasion pour qualifier d'islamophobes les pays qui restreignent le port du foulard islamique, notamment la France. Or, ce 21 septembre 2026, c'est l'Azerbaïdjan qui a adopté une loi interdisant ce vêtement dans les établissements scolaires. Bien que majoritairement musulman, le pays a hérité de l'athéisme d'État soviétique une conception très stricte de la « laïcité » et une crainte de la subversion religieuse. De nombreuses jeunes filles ont refusé d'appliquer cette nouvelle législation et plusieurs manifestations ont éclaté dans le pays, ce qui a suscité l'émoi en Turquie, y compris au sommet de l'État. Le conseiller spécial d'Erdoğan, Oktay Saral, a ainsi

¹² « Dozens of UN Envoys Walk Out of Israeli PM Netanyahu's Speech », *Le Monde*, 24 septembre 2026, https://www.lemonde.fr/en/international/article/2026/09/24/dozens-of-un-envoys-walk-out-of-israeli-pm-netanyahu-s-speech_6757912_4.html.

déclaré sur X : « Il est inacceptable d’entraver le droit à l’éducation des élèves qui portent le voile en Azerbaïdjan ! [...] Nous attendons de l’Azerbaïdjan qu’il corrige cette erreur dans les plus brefs délais. Au lieu de dresser des barrières devant l’avenir des jeunes, il convient de leur ouvrir la voie »¹³. Le parti au pouvoir¹⁴ en Azerbaïdjan YAP (*Yeni Azərbaycan Partiyası*, Parti du nouvel Azerbaïdjan), a répondu à ces attaques en accusant l’AKP - et non, directement, le gouvernement turc - de « critiques systématiques et ouvertement calomnieuses », ajoutant que « de telles déclarations contreviennent à l’esprit des relations fraternelles entre l’Azerbaïdjan et la Turquie et sont susceptibles de créer des tensions artificielles au sein de la société ». Des attaques contre la Turquie ont également été largement diffusées dans les médias azerbaïdjanais, peu réputés pour leur indépendance vis-à-vis du pouvoir. La visite par le ministre des Affaires étrangères turc Hakan Fidan d’une fondation éducative turque en marge du sommet de la CICA a par exemple été qualifiée de tentative directe d’ingérence¹⁵. Le 26 septembre 2026, une commission parlementaire consacrée aux « ingérences étrangères et aux menaces hybrides » a accusé des acteurs opérant depuis la Turquie de mener une campagne contre l’Azerbaïdjan. Un vocabulaire habituellement réservé aux rivaux du pays dans la sphère régionale comme la Russie, l’Iran et la France¹⁶. Trente-et-un citoyens turcs ont été interdits de territoire azerbaïdjanais en raison de propos « visant la souveraineté, la sécurité nationale, l’ordre constitutionnel, la population et les dirigeants de la République d’Azerbaïdjan »¹⁷. Bakou a par ailleurs émis des mandats d’arrêt à l’encontre de sept citoyens turcs, accusés d’avoir appelé à un coup d’État contre le président Aliyev.

CONCLUSION

Nous le savons depuis Abel et Caïn : la fraternité n’empêche pas le conflit. L’Azerbaïdjan, moins dépendant de la Turquie depuis sa victoire lors de la deuxième guerre du Haut-Karabakh, ne rejette pas la formule « une nation, deux États », mais insiste plus que jamais sur la deuxième partie de l’expression, refusant à la Turquie un droit de regard sur ses affaires intérieures et ses choix de politique étrangère.

¹³ Oktay Saral (@oktay_saral), X, 12 octobre 2026, https://x.com/oktay_saral/status/2109736185090257245.

¹⁴ « Azerbaijan and Turkey Spar over Hijab Ban », *Eurasianet*, 15 octobre 2026, <https://eurasianet.org/azerbaijan-and-turkey-spar-over-hijab-ban>.

¹⁵ Ragip Soylu, « Inside the Turkey-Azerbaijan Rift: How a Headscarf Ban Strained an Alliance », *Middle East Eye*, 19 octobre 2026, <https://www.middleeasteye.net/news/inside-turkey-azerbaijan-rift-how-headscarf-ban-strained-alliance>.

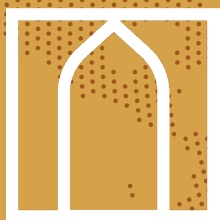
¹⁶ Tigrane Yegavian, « Une nation, deux diplomaties : Bakou refuse la tutelle d’Ankara », *CivilNet*, 13 octobre, <https://civilnet.am/fr/news/1014735>.

¹⁷ « Azerbaijan Bans Turkish Opposition Leader Erbakan, 30 Other Public Figures », *Türkiye Today*, 21 octobre 2026, <https://www.turkiyetoday.com/nation/azerbaijan-bans-turkish-opposition-leader-erbakan-30-other-public-figures-3230756>.

La Turquie est l'un des premiers pays à avoir saisi, après la fin de la guerre froide, le caractère dépassé des alliances rigides. Tout en maintenant sa participation à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), elle a développé son autonomie stratégique et multiplié les partenariats avec des puissances non occidentales, parfois rivales de ses alliés occidentaux, comme la Russie. Elle constate aujourd'hui, sans doute avec amertume, que ses propres alliés sont eux aussi en mesure de pratiquer cette politique de multi-alignement. Plus qu'à une rupture totale, nous assistons donc à une redéfinition des relations entre Bakou et Ankara. Il apparaît probable que l'alignement stratégique des deux « pays frères » qui prévalait jusqu'alors laisse place à des partenariats sectorisés à leurs domaines d'intérêts communs, qui demeurent, rappelons-le, très nombreux. Le treizième sommet de l'OET, qui se tiendra à Ankara le 30 octobre et auquel Aliyev a été personnellement invité par Erdoğan¹⁸, sera l'occasion d'une mise au point concernant l'état des relations entre les deux pays.

¹⁸ « Turkey Seeks to Contain Azerbaijan Dispute ahead of Regional Summit », *Turkish Minute*, 21 octobre 2026, <https://www.turkishminute.com/2026/10/21/turkey-seeks-to-contain-azerbaijan-dispute-ahead-of-regional-summit/>

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.